

Réf. Ville de Wavre 20/03 pe2

Réf. DPA : 31404 & D3400/25112/RGPED/2020/4/FVA/sg-PE

Réf. ZSBW : WA13052PME/001 / 8SCT/180125/RP

## Permis d'environnement

SEANCE DU 08 MAI 2020

LE COLLEGE COMMUNAL,

Sont présents :

Mme Françoise PIGEOLET, Bourgmestre-Présidente,  
Mme Anne MASSON, M. Paul BRASSEUR, M. Luc GILLARD,  
M. Moon NASSIRI, M. Gilles AGOSTI, Mme Kyriaki MICHELIS,  
Échevins, Mme Carine HERMAL, Présidente du CPAS,  
Mme Christine GODECHOUL, Directrice générale

Vu la demande introduite en date du 28 janvier 2020 par laquelle M. Nico KEYAERT - Karrenbergstraat 40 à 1560 HOEILAART -, ci-après dénommé l'exploitant, sollicite un permis d'environnement pour l'exploitation d'une carrosserie comportant notamment quatre ponts élévateurs et une cabine de peinture dans un bien sis à Wavre, Avenue Franklin 4 bte 8-9, présentement cadastré, Wavre, 1<sup>ère</sup> division, section B, n° 44 L 2 ;

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu le Code de Développement territorial (CoDT) ;

Vu la loi du 28 décembre 1964 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique ;

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature ;

Vu la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit ;

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets ;

Vu le décret du 6 décembre 2001 relatif à la conservation des sites Natura 2000 ainsi que de la flore et la faune sauvages ;

Vu le décret du 27 mai 2004 relatif au Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement ;

Vu le décret du 27 mai 2004 relatif au Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau ;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols ;

Vu l'arrêté royal du 11 juin 1990 portant exécution de la directive du Conseil des Communautés européennes concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives aux réceptifs à pression simples ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2003 déterminant les conditions sectorielles et intégrales relatives aux cuves d'air comprimé (*Moniteur belge* du 15 mai 2003) ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2003 déterminant les conditions sectorielles relatives aux ateliers d'entretien et de réparation des véhicules à moteur lorsque le nombre de fosses ou ponts élévateurs est supérieur à trois (*Moniteur belge* du 26 mai 2003) ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 déterminant les conditions intégrales



Réf. Ville de Wavre 20/03 pe2

Réf. DPA : 31404 & D3400/25112/RGPED/2020/4/FVA/sg-PE

Réf. ZSBW : WA13052PME/001 / 8SCT/180125/RP

## Permis d'environnement

des dépôts de liquides combustibles en réservoirs fixes, à l'exclusion des dépôts en vrac de produits pétroliers et substances dangereuses ainsi que les dépôts présents dans les stations-service (*Moniteur belge* du 29 octobre 2003) ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 mars 2005 relatif au Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mars 2005 relatif au Livre I<sup>er</sup> du Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 septembre 2008 déterminant les conditions sectorielles relatives aux cabines de peinture (*Moniteur belge* du 15 octobre 2008) ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2018 relatif à la gestion et l'assainissement des sols ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n°2 du 18 mars 2020, relatif à la suspension temporaire des délais de rigueur et de recours fixés dans l'ensemble de la législation et la réglementation wallonnes ou adoptés en vertu de celle-ci ainsi que ceux fixés dans les lois et arrêtés royaux relevant des compétences de la Région wallonne en vertu de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 (MB du 20 mars 2020) ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n°20 du 18 avril 2020, [prorogeant les délais prévus par l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 2 du 18 mars 2020 relatif à la suspension temporaire des délais de rigueur et de recours fixés dans l'ensemble de la législation et la réglementation wallonnes ou adoptés en vertu de celle-ci ainsi que ceux fixés dans les lois et arrêtés royaux relevant des compétences de la Région wallonne en vertu de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 et par l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 3 du 18 mars 2020 concernant les matières transférées à la Région wallonne en vertu de l'article 138 de la Constitution et relatif à la suspension temporaire des délais de rigueur et de recours fixés dans l'ensemble de la législation et la réglementation wallonnes ou adoptés en vertu de celle-ci ainsi que ceux fixés dans les lois et arrêtés royaux relevant des compétences de la Région wallonne en vertu de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980](#) (MB du 22 avril 2020) ;

Vu l'ensemble des pièces du dossier ;

Vu que la demande de permis d'environnement a été déposée à l'administration communale le 28 janvier 2020, transmise par celle-ci au Fonctionnaire technique par envoi postal du 29 janvier 2020 et enregistrée dans le service de ce fonctionnaire en date du 30 janvier 2020 ;

Vu la demande d'avis au SPW ARNE - DNF - DIRECTION EXTÉRIEURE DE MONS, envoyée par le Fonctionnaire technique en date du 31 janvier 2020, relativement au caractère complet de la partie Natura2000 du formulaire de demande de permis, restée sans réponse à la date de complétude - avis réputé favorable ;

Vu que la demande a été jugée **complète et recevable** en date du 13 février 2020 par courrier du fonctionnaire technique et que notification en a été faite à l'exploitant par lettre recommandée à la poste à cette date ;

Vu le procès-verbal de la séance de clôture de l'enquête publique qui s'est déroulée du 28 février 2020 au 13 mars 2020 sur le territoire de la Ville de Wavre, duquel il résulte que la



Réf. Ville de Wavre 20/03 pe2

Réf. DPA : 31404 & D3400/25112/RGPED/2020/4/FVA/sg-PE

Réf. ZSBW : WA13052PME/001 / 8SCT/180125/RP

## Permis d'environnement

demande n'a rencontré aucune opposition ni observation écrite ou orale ;

**Vu l'avis de l'AWAC - AGENCE WALLONNE DE L'AIR ET DU CLIMAT, envoyé hors délai – réputé favorable – rédigé comme suit :**

### « 1. Examen de la demande

Comme suite à votre courrier référencé D3400/25112/RGPED/2020/4/FVA/sg - PE mieux défini sous rubrique, j'ai l'honneur de vous informer que je n'émet pas d'opposition au projet transmis à mes services. Mes services émettent un avis **favorable conditionné**.

Suivant le dossier de demande de permis, il s'avère que la demande dont objet concerne l'exploitation (mise en activité) d'une carrosserie avec cabine de peinture.

Les numéros de rubriques du permis d'environnement concernés par la demande et ayant un impact sur l'air ou le climat sont :

28.52.01	Classe 3	Mécanique générale lorsque la puissance installée des machines est égale ou supérieure à 10 kW et inférieure à 20 kW.
40.60.01	Classe 3	Installation de combustion non visée par une autre rubrique et dont la puissance thermique nominale est égale ou supérieure à 0,1 MW thermique et inférieure à 1 MW thermique.
50.20.01.02	Classe 2	Entretien et/ou réparation de véhicules à moteur lorsque le nombre de fosses ou ponts élévateurs est supérieur à 3.
50.20.02	Classe 2	Entretien et/ou réparation de véhicules à moteur - Cabine de peinture.

Étant donné que la puissance thermique du brûleur de la cabine de peinture est supérieure à 100 kW, il est visé par la rubrique PE 40.60.01.

Le projet concerne l'exploitation d'une carrosserie avec cabine de peinture pour voitures et camionnettes. La demande vise l'installation d'une cabine de peinture, d'une chaudière au mazout, d'une zone de préparation, de montage-démontage, d'un atelier de tôlerie comprenant respectivement 2, 1 et 1 ponts élévateurs. De même, la demande concerne la présence d'apprêts, peintures et vernis au sein de la cabine et du laboratoire de peinture de la carrosserie. Environ 5 à 6 véhicules seront réparés par semaine au sein de la carrosserie. Les rejets atmosphériques liés à la peinture et ses composés volatils sont filtrés par les plafonds filtrants de la cabine et du laboratoire de peinture.

Les installations et dépôts susceptibles d'avoir un impact sur l'air ou le climat sont les suivants :

- I.01 : Cabine de peinture avec brûleur au mazout de 250 kW ;
- I.03 : Chaudière au mazout (27 kW) ;
- I.04 : Laboratoire de peinture ;
- I.05 : Moteur d'extraction d'air ;
- I.06 : Pont élévateur ;
- I.07 : Pont élévateur ;
- I.13 : Atelier mécanique ;
- DS.3 : Apprêts (2 x 15 l/an) ;
- DS.3 : Peintures (2 x 50 l/an) ;
- DS.4 : Vernis (2 x 20 l/an) ;
- DS.6 : Produits de nettoyage de peintures (2 x 60 l/an) ;
- DS.7 : Produits divers (antirouille, protection des corps creux...) (2 x 30 l/an) ;
- DS.8 : Produits de nettoyage des pièces de voitures (4 x 10 l/an).

Le formulaire de demande de permis renseigne les rejets canalisés suivants :

- I.01 (rejet à 8 m = hauteur bâtiment + 1 m) : Gaz de combustion du brûleur et vapeurs filtrées des peintures et solvants de la cabine de peinture ;
- I.03 (rejet à 8 m) : Gaz de combustion de la chaudière au mazout ;
- I.04 (rejet à 8 m) : Vapeurs de solvants filtrées du laboratoire de peinture ;
- I.05 (rejet à 8 m) : Poussières et gaz d'échappement de l'extracteur.

L'exploitation des installations est susceptible de générer les éléments polluants suivants :

### 1.1. Installations de combustion



Réf. Ville de Wavre 20/03 pe2

Réf. DPA : 31404 & D3400/25112/RGPED/2020/4/FVA/sg-PE

Réf. ZSBW : WA13052PME/001 / 8SCT/180125/RP

## Permis d'environnement

Des installations de combustion sont présentes sur le site d'exploitation. Après contact avec l'exploitant, il s'avère que la puissance thermique du brûleur au mazout de la cabine de peinture est de 250 kW.

Elément polluant généré : gaz de combustion (NO<sub>x</sub>, CO, CO<sub>2</sub>).

Installations	Type :	ombustible :	Etat :	Puissance thermique :
I.01	Brûleur cabine de peinture	Mazout	Nouveau	250 kW
I.03	Chaudière	Mazout	Nouveau	27 kW

### 1.2. Installations de production de froid

Après contact avec l'exploitant, il s'avère que le site sera équipé d'une installation de climatisation pour les 2 bureaux (puissance frigorifique : 2 x 2,5 kW). Le réfrigérant utilisé sera le R32 (charge : 0,88 kg).

Elément polluant généré : Perte de réfrigérant (HFC).

### 1.3. Cabine de peinture

Une cabine de peinture sera présente sur le site d'exploitation. Elle sera équipée d'un système de filtration et d'un brûleur au mazout d'une puissance thermique de 250 kW. Le rejet de la cabine de peinture débouche en toiture verticalement sans obstacle chapeau à une hauteur d'au moins 1 mètre au-dessus du faite du toit.

Les consommations annuelles de produits sont les suivantes : 30 litres d'apprêts, 100 litres de peintures, 40 litres de vernis, 120 litres de produits de nettoyage des peintures, 60 litres de produits divers (antirouille, protection des corps creux...), 40 litres de produits de nettoyage des pièces de voitures.

Elément polluant généré : Poussières et composés organiques volatils (COV) et gaz de combustion du brûleur.

La cabine de peinture est visée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 septembre 2008 déterminant les conditions sectorielles relatives aux cabines de peinture (M.B. 15.10.2008).

### 1.4. Local de préparation des peintures

Un local de préparation est présent sur le site d'exploitation. Ce local est équipé d'un système d'extraction de l'air vicié avec rejet à l'atmosphère.

Elément polluant généré : Composés organiques volatils (COV).

### 1.5. Zone de préparation

Une zone de préparation est présente sur le site d'exploitation. Les opérations de ponçage sont susceptibles d'émettre des poussières. La zone de préparation dispose d'un système d'extraction de l'air vicié avec rejet de l'air filtré à l'atmosphère.

Elément polluant généré : Poussières.

Des conditions particulières sont imposées pour les rejets canalisés de poussières.

## 2. Avis

Favorable sous conditions

Le présent avis vous est remis d'un point de vue strictement technique et scientifique.

## 3. Conditions particulières d'exploitation

[Intégrées au dispositif]

## 4. Annexes

### 4.1. Conditions sectorielles visant l'exploitation :

Arrêté du Gouvernement wallon du 25 septembre 2008 déterminant les conditions sectorielles relatives aux cabines de peinture (M.B. 15.10.2008).

Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions sectorielles relatives aux ateliers d'entretien et de réparation des véhicules à moteur lorsque le nombre de fosses ou ponts élévateurs est supérieur à trois (M.B. 26.05.2003).

Arrêté du Gouvernement wallon du 12 juillet 2007 déterminant les conditions intégrales et sectorielles relatives aux installations fixes de production de froid ou de chaleur mettant en œuvre un cycle frigorifique (M.B. 28.09.2007 - err. 30.11.2007). » ;

Vu la demande d'avis au SPW TLPE - DIRECTION DU BRABANT WALLON, en date du 17 février 2020, restée sans réponse à la date du rapport de synthèse - avis réputé favorable ;  
Vu la suspension temporaire des délais de procédures par arrêté ministériel du 18 mars 2020, pour une période de 30 jours et prenant fin le 17 avril 2020 ;

Vu le rapport de synthèse favorable du Fonctionnaire technique - Réf. Département des



Réf. Ville de Wavre 20/03 pe2

Réf. DPA : 31404 & D3400/25112/RGPED/2020/4/FVA/sg-PE

Réf. ZSBW : WA13052PME/001 / 8SCT/180125/RP

## Permis d'environnement

**Permis et Autorisations : D3400/25112/RGPED/2020/4/FVA/sg - PE - transmis en date du 14 avril 2020 à notre Collège communal et reçu en date du 17 avril 2020 ;**

Vu que la suspension temporaire des délais de procédures est prorogée par arrêté ministériel du 18 avril 2020 pour une nouvelle période prenant fin 30 avril 2020 ;

Vu que la demande a été introduite dans les formes prescrites ;

Vu qu'il résulte des éléments du dossier déposé par l'exploitant et de l'instruction administrative que la demande vise à pouvoir exploiter un atelier de carrosserie avec cabine de peinture avec brûleur de 250 kW<sub>th</sub> comprenant :

- un laboratoire de peinture ;
- un compresseur d'air d'une puissance de 4 kW débitant dans un réservoir d'une capacité exprimée en litres d'eau de 200 litres ;
- une chaudière à mazout d'une puissance de 27 kW<sub>th</sub> ;
- quatre ponts élévateurs ;
- un dépôt de 3 000 litres de mazout en deux réservoirs aériens de 1 500 litres chacun ;
- un dépôt de 15 litres d'apprêts ;
- un dépôt de 50 litres de peinture ;
- un dépôt de 20 litres de vernis ;
- un dépôt de 60 litres de produits de nettoyage de peintures ;
- un dépôt de 30 litres d'antirouille, de protection, ...
- un dépôt de 10 litres de produits de nettoyages des pièces ;
- quatre conteneurs pour la collecte sélective des déchets.

Vu que l'établissement projeté se situe dans un bien sis à Wavre, présentement cadastré Wavre, 1<sup>re</sup> division, section B n° 44 L 2 ;

### Planologie

Vu le plan de secteur de Wavre-Jodoigne-Perwez approuvé par arrêté royal du 28 mars 1979, classant le bien en zone d'activité économique industrielle, zone gérée par les articles D.II.28 et D.II.30 du CoDT :

#### Art. DII28. Des zones d'activité économique.

Les zones d'activité économique comprennent la zone d'activité économique mixte, la zone d'activité économique industrielle, la zone d'activité économique spécifique, la zone d'aménagement communal concerté à caractère économique et la zone de dépendances d'extraction.

Toute activité qui contribue à développer l'économie circulaire au sein de la zone y est autorisée. Une zone d'activité économique peut également comporter une ou plusieurs éoliennes pour autant qu'elles ne compromettent pas le développement de la zone existante.

Ces zones comportent un périmètre ou un dispositif d'isolement, sauf:

1. pour la partie de la zone qui se situe le long d'une infrastructure de communication utile à son développement économique ou lorsqu'un dispositif naturel ou artificiel, relevant du domaine public, constitue lui-même un périmètre ou un dispositif d'isolement suffisant;
2. entre une zone de dépendances d'extraction et une zone d'extraction.



Réf. Ville de Wavre 20/03 pe2

Réf. DPA : 31404 & D3400/25112/RGPED/2020/4/FVA/sg-PE

Réf. ZSBW : WA13052PME/001 / 8SCT/180125/RP

## Permis d'environnement

Le logement de l'exploitant ou du personnel de gardiennage peut être admis pour autant que la sécurité ou la bonne marche de l'entreprise l'exigent. Il fait partie intégrante de l'exploitation.

### Art. DII30. De la zone d'activité économique industrielle.

La zone d'activité économique industrielle est destinée aux activités à caractère industriel liées à un processus de transformation de matières premières ou semi-finies, de conditionnement, de stockage, de logistique ou de distribution. Elles peuvent s'exercer sur plusieurs sites d'activité.

Y sont admises les entreprises de services qui leur sont auxiliaires ainsi que les activités économiques qui ne sont pas à caractère industriel et qui doivent être isolées pour des raisons d'intégration urbanistique, de mobilité, de sécurité ou de protection environnementale. La vente au détail y est exclue sauf lorsqu'elle constitue l'accessoire d'une activité économique visée aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2.

Peuvent être autorisés pour une durée limitée:

- dans les zones d'activité économique industrielle, les dépôts de déchets inertes;
- dans les zones d'activité économique industrielle situées le long des voies d'eau navigables, les dépôts de boue de dragage.

Vu l'application des règlements ci-après, regroupés dans le guide régional d'urbanisme :

- Règlement général relatif à l'accessibilité et à l'usage des espaces et bâtiments ou parties des bâtiments ouvert au public ou à usage collectif par les personnes à mobilité réduite;
- Règlement général d'urbanisme relatif aux enseignes et aux dispositifs de publicité;

Vu l'application des règlements ci-après, regroupés dans le guide communal d'urbanisme :

- Règlement communal de bâtisse relatif à la protection des arbres et des espaces verts, approuvé par arrêté royal du 1<sup>er</sup> juillet 1980;
- Règlement communal de bâtisse relatif à l'entretien des terrains bâtis ou non bâtis, approuvé par arrêté ministériel du 10 décembre 1982.

Vu que le bien est situé au sein du **parc industriel nord de Wavre**, en zone 1<sup>ère</sup> phase, zone gérée par un cahier de charges approuvé par le conseil communal et d'application pour tout projet admis dans cette zone;

Vu que le projet s'inscrit au sein du **parc d'activités Franklin** ; que le bâtiment est couvert par un permis d'urbanisme, **réf. :17/168**, octroyé par le Collège communal le 18 mai 2018 et ayant pour objet la construction d'un immeuble comportant 19 unités d'exploitation ; que le projet prend place au niveau des unités 8 (atelier 261 m<sup>2</sup>) et 9 (entrepôt 129 m<sup>2</sup>);

Vu les conditions imposées par le permis susmentionné, notamment le respect du **rapport de prévention réf. : WA13052PME/001 / 8SCT/180125/RP** établi le 25 janvier 2018 lors de l'instruction de la demande;

Vu que ce rapport a été établi en considérant qu'il n'y aurait pas dans les bâtiments de local du premier groupe au sens du RGPT où sont, soit utilisés journallement, soit entreposés des liquides inflammables dont le point d'éclair est égal ou inférieur à 21 °C, en quantité supérieure ou égale à 50 litres ;

Vu que les installations et/ou activités concernées par le projet sont classées comme suit par



Réf. Ville de Wavre 20/03 pe2

Réf. DPA : 31404 & D3400/25112/RGPED/2020/4/FVA/sg-PE

Réf. ZSBW : WA13052PME/001 / 8SCT/180125/RP

## Permis d'environnement

l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002, arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées :

N° 40.60.01, Classe 3 : Installation de combustion non visée par une autre rubrique et dont la puissance thermique nominale est égale ou supérieure à 0,1 MW thermique et inférieure à 1 MW thermique ;

N° 50.20.01.02, Classe 2 : Entretien et/ou réparation de véhicules à moteur, lorsque le nombre de fosses ou ponts élévateurs est supérieur à 3 ;

N° 50.20.02, Classe 2 : Cabine de peinture ;

N° 50.20.03, Classe 2 : Car-wash (lave-auto tunnel, lave-auto portique et car-wash à zone de lavage unique ou multiple équipé de nettoyeur à haute pression) ;

N° 63.12.08.01.01, Classe 3 : Dépôts en réservoirs fixes d'air comprimé lorsque la capacité nominale est supérieure ou égale à 150 litres ;

N° 63.12.09.02.01, Classe 3 : Dépôts de liquides inflammables, à l'exclusion des hydrocarbures stockés dans le cadre des activités visées à la rubrique 50.50, de catégorie 2, y compris l'essence ou ses carburants de substitution utilisés aux mêmes fins et présentant des propriétés similaires en termes d'inflammabilité, dont la capacité de stockage est supérieure ou égale à 100 litres et inférieure à 5 000 litres ;

N° 63.12.09.03.01, Classe 3 : Dépôts de liquides inflammables, à l'exclusion des hydrocarbures stockés dans le cadre des activités visées à la rubrique 50.50, de catégorie 3, y compris les liquides dont le point d'éclair est supérieur à 55 °C et inférieur ou égal à 75 °C comme les gazoles, les carburants diesel et les huiles de chauffage légères et les liquides combustibles, dont le point d'éclair est supérieur à 60 °C et dont la capacité de stockage est supérieure ou égale à 3 000 l et inférieure à 25 000 l ;

N° 63.12.16.01.01, Classe 3 : Dépôts de substances et mélanges solides, liquides ou gaz présentant une toxicité aiguë, catégorie 1, toutes voies d'exposition, lorsque la capacité de stockage est supérieure ou égale à 0,01 t et inférieure à 0,1 t ;

N° 63.12.16.04.0201, Classe 3 : Dépôts de substances et mélanges solides, liquides ou gaz dangereux pour le milieu aquatique de catégorie 2 chronique - La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant (à l'exception des carburants liquides à la pression atmosphérique pour moteurs à combustion interne et du mazout de chauffage) supérieure ou égale à 0,8 t et inférieure à 8 t ;

N° 63.12.16.05.01, Classe 3 : Dépôts de substances et mélanges classés :

- 1° provoquant des corrosions cutanée catégorie 1 (A, B, C) ;
- 2° lésions oculaires graves catégorie 1 ;
- 3° toxicité aiguë (toutes voies - catégorie 4) ;
- 4° provoquant une irritation cutanée catégorie 2 ;
- 5° lésion/irritation oculaire catégorie 2 ;
- 6° toxicité spécifiques pour certains organes cibles - exposition unique - (STOT SE) catégorie 3 ;
- 7° présentant une toxicité spécifique pour certains organes cibles (STOT RE) catégories 1 ou 2 ;
- 8° dangers pour la santé à long terme ;
- 9° toxicité pour la reproduction (effet sur ou via l'allaitement),
- 10° en quantité supérieure ou égale à 0,5 t et inférieure à 20 t.

Considérant que les rubriques de classement rangent l'établissement en seconde classe; que, dès lors, une étude d'incidences sur l'environnement ne s'impose pas d'office ;



Réf. Ville de Wavre 20/03 pe2

Réf. DPA : 31404 & D3400/25112/RGPED/2020/4/FVA/sg-PE

Réf. ZSBW : WA13052PME/001 / 8SCT/180125/RP

## Permis d'environnement

Considérant, à ce sujet, qu'en date du **13 février 2020**, le Fonctionnaire technique a dispensé le projet d'étude d'incidences sur l'environnement ; que cette décision est motivée comme suit :

*« [...] La demande, dont le formulaire fait office de notice d'évaluation des incidences sur l'environnement, doit permettre d'identifier, décrire et évaluer de manière appropriée les effets directs et indirects, à court et à moyen terme, de l'implantation et de la mise en œuvre du projet sur l'homme, la faune et la flore, le sol, l'eau, l'air, le climat et le paysage, les biens matériels et le patrimoine culturel ainsi que sur l'interaction entre ces facteurs.*

*Lors de l'analyse relative au caractère complet et recevable de la demande de permis d'environnement, il a également été procédé à l'examen des incidences probables du projet sur l'environnement au sens large, sur base des critères de sélection pertinents visés à l'article D.62 du livre I<sup>er</sup> du Code de l'environnement.*

À l'examen du dossier de demande, les nuisances les plus significatives portent sur les risques d'incendie, le bruit, les risques de pollution du sol, du sous-sol et des eaux de surface ainsi que la pollution atmosphérique et la gestion des déchets.

Au vu du descriptif des activités, dépôts et installations et des mesures prises par l'exploitant ou prévues dans son projet, l'ensemble de ces incidences ne doit pas être considéré comme ayant un impact notable.

Le dossier comprend un rapport de la Zone de secours qui devra être respecté.

A ce sujet, après examen, il ressort que les produits stockés ne font pas parties de la 1<sup>re</sup> catégorie des liquides inflammables que la zone de secours a limité à un maximum de 50 litres.

Le mazout est placé dans des réservoirs à double paroi.

La cabine de peinture est de la dernière génération et possède des filtres permettant de limiter les rejets atmosphériques ; de plus, les peintures utilisées sont à base d'eau.

L'atelier comprend un laboratoire de préparation des peintures.

La production de déchets est tout à fait contrôlable.

*En ce qui concerne les autres compartiments de l'environnement, le projet engendre des nuisances pouvant être qualifiées de nulles ou mineures.*

*D'autre part, il n'y a pas lieu de craindre d'effets cumulatifs avec des projets voisins de même nature.*

*La notice d'évaluation des incidences, les plans et les autres documents constitutifs du dossier synthétisent suffisamment les principaux paramètres écologiques du projet sur l'environnement.*

*Le projet ne doit donc pas être soumis à évaluation complète des incidences et une étude d'incidences sur l'environnement n'est donc pas nécessaire.*

*[...]» ;*

Considérant, en effet, que la demande de permis constitue la notice d'évaluation des incidences sur l'environnement ; que cette notice est complète en identifiant, décrivant et évaluant les incidences probables directes et indirectes du projet notamment sur l'homme, la faune et la flore, le sol, l'eau, l'air, le climat et le paysage, les biens matériels et le patrimoine culturel ainsi que sur l'interaction entre ces facteurs ;

Considérant que la notice d'évaluation des incidences, les plans et les autres documents



Réf. Ville de Wavre 20/03 pe2

Réf. DPA : 31404 & D3400/25112/RGPED/2020/4/FVA/sg-PE

Réf. ZSBW : WA13052PME/001 / 8SCT/180125/RP

## Permis d'environnement

constitutifs du dossier synthétisent suffisamment les principaux paramètres écologiques du projet sur l'environnement, que l'autorité appelée à statuer a été suffisamment éclairée sur les incidences possibles du projet sur l'environnement ;

Considérant que le projet consiste à exploiter une carrosserie avec cabine de peinture pour voitures et camionnettes ;

Considérant que l'atelier comprendrait 4 ponts élévateurs ; que l'exploitant se doit de respecter les dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2003 déterminant les conditions sectorielles relatives aux ateliers d'entretien et de réparation des véhicules à moteur lorsque le nombre de fosses ou ponts élévateurs est supérieur à trois ; que notamment, un séparateur d'hydrocarbures est prévu ;

Considérant qu'une cabine de peinture est présente sur le site d'exploitation ; qu'elle est équipée d'un système d'extraction avec filtration et rejet de l'air filtré à l'atmosphère ;

Considérant que la cabine de peinture dispose d'un laboratoire où sont préparés les mélanges ; que ce local est muni d'un système d'extraction de l'air vicié avec rejet à l'atmosphère ;

Considérant que la cabine dispose d'un brûleur au mazout d'une puissance thermique de 250 kW pour le séchage des pièces ; que le système est relié à une cheminée avec unité de traitement de l'air ;

Considérant que les peintures sont appliquées par pistolage pneumatique ;

Considérant que le rejet de la cabine de peinture débouche bien en toiture verticalement (8 mètres ) et à une hauteur d'au moins 1 mètre au-dessus du faîte du toit ;

Considérant par ailleurs la localisation de l'établissement en zone d'activité économique avec absence d'habitation aux abords immédiats ;

Considérant que la cabine de peinture est bien décrite dans le dossier de demande ; qu'il s'agit d'une cabine de peinture de type 'Garmat' d'un débit de 26 000 Nm<sup>3</sup>/h ; qu'il s'agit d'une cabine de peinture de la nouvelle génération ; que les dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 septembre 2008 déterminant les conditions sectorielles relatives aux cabines de peinture devraient être respectées ; que de plus, l'AwAC impose des conditions particulières d'exploitation en matière de rejets atmosphériques qui sont intégralement reprises dans le dispositif ;

Considérant qu'une zone de préparation des véhicules est présente sur le site ; que les opérations de ponçage sont susceptibles d'émettre des poussières ; que la zone de préparation des véhicules dispose d'un système d'aspiration des poussières avec filtration et rejet à l'atmosphère ;

Considérant que les consommations annuelles de produits sont les suivantes : 30 litres



Réf. Ville de Wavre 20/03 pe2

Réf. DPA : 31404 & D3400/25112/RGPED/2020/4/FVA/sg-PE

Réf. ZSBW : WA13052PME/001 / 8SCT/180125/RP

## Permis d'environnement

d'apprêts, 100 litres de peintures, 40 litres de vernis, 120 litres de produits de nettoyage des peintures, 60 litres de produits divers (antirouille, protection des corps creux...), 40 litres de produits de nettoyage des pièces de voitures ; que l'ensemble de ces substances sont placées dans le laboratoire de peinture ;

Considérant la présence de deux réservoirs de mazout de 1 500 litres chacun et placés tous les deux dans un même local ; que le respect de dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 déterminant les conditions intégrales des dépôts de liquides combustibles en réservoirs fixes, à l'exclusion des dépôts en vrac de produits pétroliers et substances dangereuses ainsi que les dépôts présents dans les stations-service devrait permettre de limiter les risques de fuite ;

Considérant qu'en ce qui concerne les rejets atmosphériques dus aux chaudières, l'exploitant se conforme aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2009 tendant à prévenir la pollution atmosphérique provoquée par les installations de chauffage central destinées au chauffage de bâtiments ou à la production d'eau chaude sanitaire et à réduire leur consommation énergétique, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juin 2009 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 avril 2011, et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 ;

Considérant qu'en ce qui concerne les rejets atmosphériques, l'exploitant se doit de respecter les niveaux d'émission de CO et NOx définis dans l'arrêté royal du 08 janvier 2004 réglementant les niveaux des émissions des oxydes d'azote et du monoxyde de carbone pour les chaudières de chauffage central et les brûleurs alimentés en combustibles liquides ou gazeux dont le débit calorifique nominal est égal ou inférieur à 400 kW, modifié par l'arrêté royal du 17 juillet 2009 ;

Considérant que le réservoir d'air est soumis aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions intégrales relatives aux cuves d'air comprimé ; que le respect de ces conditions devrait permettre de limiter les risques d'explosion de la cuve ;

Considérant que le maintien d'une charge normale de voisinage en matière sonore implique le respect par l'exploitant des limites de niveau de bruit, différentes en fonction des périodes de la journée, telles qu'imposées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, Chapitre VII "Bruit" ;

Considérant que les déchets résultant de l'activité sont limités à des pots de peintures et de vernis ainsi qu'à des chutes de métal ; qu'ils sont triés et stockés dans des conteneurs spécifiques ; qu'ils sont évacués par des collecteurs agréés ;

Considérant l'existence d'une zone de lavage des véhicules et des pièces devant être mises en peinture ; que les eaux résultant de ce nettoyage passent par un séparateur d'hydrocarbures avant rejet dans les égouts publics ; que les normes de rejet sont fixées dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2003 déterminant les conditions sectorielles relatives aux ateliers d'entretien et de réparation des véhicules à moteur lorsque le nombre



Réf. Ville de Wavre 20/03 pe2

Réf. DPA : 31404 & D3400/25112/RGPED/2020/4/FVA/sg-PE

Réf. ZSBW : WA13052PME/001 / 8SCT/180125/RP

## Permis d'environnement

de fosses ou ponts élévateurs est supérieur à trois ;

Considérant que l'exploitant doit se conformer aux dispositions émises dans le rapport de la Zone de secours du Brabant wallon référencé WA13052PME/001/8SCT/180125/RP joint à la demande de permis ;

Considérant, à ce sujet, que la Zone de secours interdit le stockage de produits inflammables de 1<sup>re</sup> catégorie ; qu'après examen, il ressort que les produits stockés ne font pas partie de cette catégorie ;

Considérant que l'exploitant est tenu de transmettre au Fonctionnaire chargé de la surveillance et au Bourgmestre un rapport attestant de la conformité des installations autorisées par le présent arrêté dans un délai de six mois maximum à dater de la présente autorisation ; que cette disposition figure dans les conditions particulières relatives à la prévention et à la lutte contre l'incendie ;

Considérant que le rapport définitif attestant de la conformité du site après travaux n'a pas encore été transmis par la zone ; que contactée par courriel et par téléphone, la zone de secours nous confirme avoir procédé à une visite de contrôle et qu'un rapport favorable conditionnel est en cours d'élaboration ; que dans tous les cas, l'exploitant devra solliciter auprès de la zone de secours, une visite de contrôle et ce préalablement à toute occupation des locaux et à toute mise en activité des installations ;

Considérant que l'activité concerne une installation ou une activité présentant un risque pour le sol au sens du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols ; que la demande comportait un extrait conforme de la banque de données de l'état des sols visé à l'article 17 du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols ; que la parcelle n'est pas reprise dans l'inventaire des procédures de gestion de la pollution du sol ; que, dès lors, la parcelle n'est pas soumise à des obligations au regard du décret 'Sols' ;

Considérant que le strict respect des conditions générales, sectorielles et intégrales en vigueur et des conditions particulières énumérées ci-après est de nature à réduire dans une mesure suffisante les inconvénients pouvant résulter de l'exploitation de l'établissement ;

Considérant qu'en ce qui concerne les inconvénients non visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, il y a lieu d'observer que la permission administrative accordée dans le cadre dudit décret est indépendante des autorisations spéciales éventuellement requises en vertu d'autres obligations légales ou réglementaires et du respect des règlements généraux et communaux en vigueur ;

Considérant que ladite permission administrative ne préjudicie pas au droit des tiers, lesquels peuvent recourir aux juridictions civiles ordinaires ;

Considérant que les prescriptions et conditions auxquelles est subordonné le permis sont



Réf. Ville de Wavre 20/03 pe2

Réf. DPA : 31404 & D3400/25112/RGPED/2020/4/FVA/sg-PE

Réf. ZSBW : WA13052PME/001 / 8SCT/180125/RP

## Permis d'environnement

suffisantes pour garantir la protection de l'homme et de l'environnement contre les dangers, nuisances ou inconvénients que l'établissement est susceptible de causer à l'environnement, à la population vivant à l'extérieur de l'établissement et aux personnes se trouvant à l'intérieur de celui-ci, sans pouvoir y être protégées en qualité de travailleur ;

Considérant que le paragraphe premier de l'article 25 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement prévoit que la durée de validité d'un permis d'environnement est de vingt ans au maximum ; que cette durée se calcule à partir du jour où la décision octroyant le permis devient exécutoire, conformément à l'article 46 du même décret ; qu'au demeurant, il s'agit d'une possibilité et non d'une obligation comme le souligne le mot « maximum » ;

Considérant que par souci de clarté, il importe que l'exploitant reçoive une autorisation dont le terme apparaît clairement dans son dispositif ; qu'il s'indique, en conséquence, de donner une date certaine à la date d'échéance du présent permis, en ce qu'il tient lieu de permis d'environnement ;

Considérant que, parmi les dates connues par le Fonctionnaire technique, celle connue avec certitude est la date à laquelle la présente demande a été déclarée complète et recevable à savoir le **13 février 2020** ; qu'il convient de déterminer la date d'échéance du présent permis, en ce qu'il tient lieu de permis d'environnement, en ajoutant à cette date le terme de vingt ans, de manière à ne pas pénaliser l'exploitant vu la durée de validité de celui-ci ;

### DECIDE

**Article 1<sup>er</sup> §1. D'octroyer le permis d'environnement sollicité par M. Nico KEYAERT - Karrenbergstraat 40 à 1560 HOEILAART et ayant pour objet l'exploitation d' une carrosserie comportant notamment quatre ponts élévateurs et une cabine de peinture dans un bien sis à Wavre, Avenue Franklin 4 bte 8-9, présentement cadastré, Wavre, 1<sup>ère</sup> division, section B, n° 44 L 2, , conformément au plans joints à la présente autorisation et moyennant le respect des prescriptions légales et réglementaires en vigueur et des conditions d'exploitation précisées dans le présent arrêté.**

§2. L'exploitant se conforme aux prescriptions du rapport qui sera établi par la zone de secours pour l'ensemble du site « Parc PME Franklin ».

§3. L'exploitant sollicite, avant la mise en œuvre du permis, une demande de contrôle auprès de la zone de secours du Brabant wallon afin de se conformer le cas échéant aux mesures relatives à l'occupation du bâtiment, compte tenu des installations, des dépôts, de l'activité et des procédés y associés ; **suivant les recommandations de la zone de secours, cette demande sera formulée, de préférence, auprès du syndic en charge de la gestion du site « Parc PME Franklin » qui transmettra le formulaire à la Ville.**

§4. L'exploitant introduit, dans les meilleurs délais, la demande de permis d'urbanisme requise pour le placement d'enseignes ou tout autre dispositif publicitaire, de manière à



Réf. Ville de Wavre 20/03 pe2

Réf. DPA : 31404 & D3400/25112/RGPED/2020/4/FVA/sg-PE

Réf. ZSBW : WA13052PME/001 / 8SCT/180125/RP

## Permis d'environnement

rendre visible l'établissement.

**Article 2.** L'établissement comporte les bâtiments, installations, activités, procédés et dépôts principaux suivants :

### Bâtiment

B1 : parc PME Franklin Wavre (unités 8 et 9).

### Installations, activités ou procédés

I1 : cabine de peinture avec brûleur de 250 kW<sub>th</sub> ;

I2 : compresseur d'air, 4 kW ;

I3 : chaudière à mazout, 27 kW ;

I4 : laboratoire de peinture ;

I5 : moteur d'extraction d'air, 4 kW

I6 : pont élévateur (marque Herkules), 3 ;

I7 : pont élévateur (marque Spanesi), 1 ;

I8 : séparateur d'hydrocarbures ;

I9 : parking, 5 places ;

I10 : caniveau, 3 ;

I11 : sanitaires, 2 ;

I12 : robinet, 2 ;

I13 : atelier de mécanique.

### Dépôts de substances

DS1 : mazout : 3 000 l ;

DS2 : réservoir d'air comprimé : 200 l ;

DS3 : stockage d'apprêts : 15 l ;

DS4 : stockage de peintures : 50 l ;

DS5 : stockage de vernis : 20 l ;

DS6 : stockage de produits de nettoyage de peintures : 60 l ;

DS7 : stockage de produits divers (antirouille, protection des corps creux) : 30 l ;

DS8 : stockage de produits de nettoyage des (pièces de) voitures : 10 l.

**Article 3.** Les conditions applicables à l'établissement sont les suivantes :<sup>1</sup>

1. Les dispositions de l'arrêté du gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement (*Moniteur belge* du 21 septembre 2002 ; Erratum : *Moniteur belge* du 1<sup>er</sup> octobre 2002 ; *Moniteur belge* du 17 août 2010 ; *Moniteur belge* du 18 février 2014).
2. Les dispositions du Règlement général sur les installations électriques rendues obligatoires dans les établissements dangereux, insalubres ou incommodes par l'arrêté royal du 2 septembre 1981.
3. Les dispositions non abrogées du Règlement général pour la Protection du Travail, notamment celles des titres II et III.
4. Les dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2003 déterminant les conditions sectorielles relatives aux ateliers d'entretien et de réparation des véhicules à moteur lorsque le nombre de fosses ou ponts élévateurs est supérieur à trois (*Moniteur belge* du 26 mai 2003).



Réf. Ville de Wavre 20/03 pe2

Réf. DPA : 31404 & D3400/25112/RGPED/2020/4/FVA/sg-PE

Réf. ZSBW : WA13052PME/001 / 8SCT/180125/RP

## Permis d'environnement

5. Les dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2003 déterminant les conditions intégrales relatives aux cuves d'air comprimé (*Moniteur belge* du 15 mai 2003).
6. Les dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 déterminant les conditions intégrales des dépôts de liquides combustibles en réservoirs fixes, à l'exclusion des dépôts en vrac de produits pétroliers et substances dangereuses ainsi que les dépôts présents dans les stations-service (*Moniteur belge* du 29 octobre 2003).
7. Les dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 septembre 2008 déterminant les conditions sectorielles relatives aux cabines de peinture (*Moniteur belge* du 15 octobre 2008).

**Article 4.** Les conditions d'exploitation particulières applicables à l'établissement sont les suivantes :

### ***CONDITIONS RELATIVES À LA SÉCURITÉ CONTRE LES INCENDIES***

L'exploitant respecte les prescriptions contenues dans le rapport de prévention incendie de la Zone de secours du Brabant wallon daté du 25 janvier 2018 (annexe 1) ; il fait effectuer un contrôle de l'établissement à la fin de la réalisation des aménagements requis par ledit service ; il transmet, au Bourgmestre de Wavre et au Fonctionnaire chargé de la surveillance, un rapport attestant de la mise en conformité de l'établissement avant la mise en exploitation des installations.

### ***CONDITIONS RELATIVES AUX REJETS ATMOSPHÉRIQUES***

#### **CHAPITRE I<sup>er</sup>. GÉNÉRALITÉS**

**Art 1<sup>er</sup>.** Les installations sont conçues, implantées et équipées de manière à prévenir et à limiter efficacement les nuisances et les inconvénients qui pourraient résulter de l'exploitation pour le voisinage tels que les émissions de poussières, de gaz, de fumées, d'odeurs et autres émanations ;

**Art 2.** Il est fait usage des techniques appropriées aux circonstances pour éliminer, des rejets à l'atmosphère, toute substance qui pourrait provoquer un danger ou une incommodité par sa nature et/ou par les quantités rejetées ;

**Art 3.** Le cas échéant, les gaz chargés de matières susceptibles de polluer l'environnement sont captés au plus près de la source d'émission et conduits vers une installation d'épuration adaptée à la nature des effluents rejetés ;

**Art 4.** L'exploitant veille au fonctionnement correct et au bon entretien des installations éventuelles d'épuration et d'évacuation ainsi que des appareillages de régulation, de mesure et de contrôle dont elles sont équipées ;

**Art 5.** L'établissement dispose en permanence de réserves suffisantes de produits et matières utilisées en vue d'assurer la protection de la qualité de l'air ambiant, tels que manches de filtres, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, absorbants, etc.

**Art 6.** Les rejets quelconques d'effluents gazeux à l'atmosphère se font à une hauteur, une température, une vitesse et dans des conditions (degré de dilution, localisation ou orientation des conduits et des cheminées d'évacuation par rapport aux propriétés voisines, etc. ...) qui garantissent une dispersion efficace, en toutes circonstances, des polluants résiduels.

**Art 7.** L'exploitant aménage des ouvertures dans les conduits d'évacuation en vue des mesures de contrôles. Ces ouvertures sont réalisées conformément à la procédure CWEA (Compendium Wallon des méthodes d'Echantillonnage et d'Analyse) qui décrit les



Réf. Ville de Wavre 20/03 pe2

Réf. DPA : 31404 & D3400/25112/RGPED/2020/4/FVA/sg-PE

Réf. ZSBW : WA13052PME/001 / 8SCT/180125/RP

## Permis d'environnement

aménagements des conduits industriels nécessaires à la réalisation des contrôles à l'émission dans le cadre de la lutte contre la pollution atmosphérique. Ces ouvertures, ainsi que leurs abords sont aisément accessibles de façon à pouvoir effectuer ces mesures en toute sécurité et sans préavis.

### CHAPITRE II. LIMITATIONS

#### **Section 1<sup>re</sup>. Chaudière d'une puissance inférieure ou égale à 400 kW**

**Art 8.** L'exploitant se conforme aux dispositions présentes dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2009 tendant à prévenir la pollution atmosphérique provoquée par les installations de chauffage central destinées au chauffage de bâtiments ou à la production d'eau chaude sanitaire et à réduire leur consommation énergétique, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juin 2009, par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 avril 2011 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014.

**Art 9.** Pour les chaudières alimentées en combustibles liquides ou gazeux dont la puissance nominale utile est inférieure ou égale à 400 kW, l'exploitant veille :

- à ce que celles-ci respectent les niveaux d'émission de CO et de NOx définis dans l'arrêté royal du 08 janvier 2004 réglementant les niveaux des émissions des oxydes d'azote (NOx) et du monoxyde de carbone (CO) pour les chaudières de chauffage central et les brûleurs alimentés en combustibles liquides ou gazeux dont le débit calorifique nominal est égal ou inférieur à 400 kW, modifié par l'arrêté royal du 17 juillet 2009 ;
- à ce que celles-ci respectent les exigences de rendement définies dans l'arrêté royal du 18 mars 1997 concernant les exigences de rendement pour les nouvelles chaudières à eau chaude alimentées en combustibles liquides ou gazeux.

#### **Section 2. Brûleurs d'une puissance inférieure ou égale à 400 kW**

**Art 10.** Pour les brûleurs alimentés en combustibles liquides ou gazeux dont la puissance nominale utile est inférieure ou égale à 400 kW, l'exploitant veille à ce que ceux-ci respectent les niveaux d'émission de CO et de NOx définis dans l'arrêté royal du 08 janvier 2004 réglementant les niveaux des émissions des oxydes d'azote (NOx) et du monoxyde de carbone (CO) pour les chaudières de chauffage central et les brûleurs alimentés en combustibles liquides ou gazeux dont le débit calorifique nominal est égal ou inférieur à 400 kW, modifié par l'arrêté royal du 17 juillet 2009.

#### **Section 3. Installations contenant des CFC, HCFC, HFC ou PFC**

**Art 11.** Pour les équipements contenant des HFC/PFC, l'exploitant se conforme au Règlement (CE) N° 517/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relatif à certains gaz à effet de serre fluorés, en particulier en ce qui concerne les mesures de confinement et de récupération des gaz.

**Art 12.** Pour les équipements contenant des HCFC/(CFC), l'exploitant se conforme :

- à l'arrêté du 12 juillet 2007 du Gouvernement wallon déterminant les conditions intégrales et sectorielles relatives aux installations fixes de production de froid ou de chaleur mettant en œuvre un cycle frigorifique, en particulier son article 11, §2.
- au règlement (CE) N° 1005/2009 du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, en particulier les chapitres relatifs à la mise sur le marché et à la maîtrise des émissions.



Réf. Ville de Wavre 20/03 pe2

Réf. DPA : 31404 & D3400/25112/RGPED/2020/4/FVA/sg-PE

Réf. ZSBW : WA13052PME/001 / 8SCT/180125/RP

## Permis d'environnement

**Art 13.** L'exploitant restera attentif à l'évolution de la législation européenne et wallonne en la matière, et en particulier à l'adoption de conditions sectorielles ou intégrales pour ce type d'installation.

### Section 4.Rejets canalisés de poussières (zone de préparation)

**Art 14.** Dans le cas où un rejet canalisé de poussières est généré à l'atmosphère, celui-ci respecte la valeur limite d'émission suivante :

-Poussières totales < 10 mg/Nm<sup>3</sup> pour un débit massique réel moyen > 0,5 kg/h

-Poussières totales < 20 mg/Nm<sup>3</sup> pour un débit massique réel moyen ≤ 0,5 kg/h

Les valeurs mesurées sont rapportées aux conditions suivantes : gaz sec - pression : 1013 hPa - température : 273 K - teneur en oxygène de la mesure sans dilution supplémentaire.

### Section 5.Cabine de peinture

**Art 15.** L'orifice d'évacuation de la cabine de peinture doit déboucher verticalement de bas en haut sans obstacle-chapeau à une hauteur d'au moins 1 mètre au-dessus du faîte du toit et à une distance de 20 mètres au moins, mesuré sur une projection horizontale, de toute ouverture - porte, fenêtre - des bâtiments de locaux d'habitation ou de séjour étrangers à l'établissement. Si la distance de 20m ne peut être respectée et si le débit à l'émission est inférieur à 20.000 Nm<sup>3</sup>/h, l'orifice doit être équipé d'un dispositif statique destiné à augmenter la vitesse d'éjection des gaz - VENTURI - de manière à garantir une bonne dispersion des polluants résiduels.

**Art 16.** Des orifices sont aménagés en des endroits facilement accessibles dans les parois des cheminées ou autres conduits assurant l'évacuation des fumées ou des gaz afin de rendre possible le prélèvement des gaz.

**Art 17.** Les vapeurs et les émanations de composés organiques volatils sont aspirées à la source à l'aide d'un dispositif mécanique et filtrées par des filtres secs ou toute autre installation d'épuration efficace et rejetées à l'atmosphère.

**Art 18.** La mise en peinture ou la manipulation de produits contenant des solvants sans le système de filtration est strictement interdit. Dès que la charge filtrante est saturée, elle est immédiatement remplacée par une charge de même nature et de même efficacité.

**Art 19.** Les émissions particulières formées lors des opérations de peinture sont filtrées de manière à ce que leur concentration dans les gaz de rejet ne dépasse pas 50 mg/Nm<sup>3</sup>.

**Art 20.** Dans le cas où la consommation annuelle en solvant présent dans les produits est supérieure à deux tonnes, la concentration en composés organiques volatils dans les gaz de rejet de la cabine de peinture ne dépasse pas 50 mg C/Nm<sup>3</sup>.

**Art 21.** L'exploitant s'assure que l'installation de filtration et d'évacuation des émanations et des poussières est contrôlée et entretenue au moins une fois par an.

**Art 22.** Dans le cas où les opérations de mise en peinture se font par pulvérisation ou pistelage, les conditions suivantes sont d'application :

- Les gaz provenant du local de préparation des produits et du système de lavage des pistolets de pulvérisation sont émis verticalement de bas en haut et sans obstacle-chapeau. La vitesse d'éjection de ces gaz est calculée de manière à ce que l'atmosphère du local de préparation des produits ne puisse jamais devenir explosive ou toxique.
- Le local de préparation des produits et du système de lavage des pistolets de pulvérisation est équipé d'un système de ventilation mécanique.



Réf. Ville de Wavre 20/03 pe2

Réf. DPA : 31404 & D3400/25112/RGPED/2020/4/FVA/sg-PE

Réf. ZSBW : WA13052PME/001 / 8SCT/180125/RP

## Permis d'environnement

- L'utilisation exclusive de pistolet HVLP (High Volume Low Pressure - grand volume et basse pression) ou de pistolet avec transfert de produits de peinture de plus de 65 % en poids est obligatoire.
- Le nettoyage des pistolets via un "nettoyeur de pistolet fermé" est obligatoire en cas d'utilisation d'un nettoyant pour pistolet contenant des COV. Les effluents sont gérés comme des déchets liquides.
- L'exploitant tient un registre comprenant les informations relatives aux opérations d'entretien, d'expertise, de contrôle ou de remplacement des filtres.

**Art 23.** En ce qui concerne le stockage de produits/déchets :

- Les récipients qui contiennent des produits ou des déchets contenant des solvants doivent être fermés de manière hermétique.
- Les chiffons imprégnés de solvants organiques doivent être conservés après utilisation dans des containers fermés avant leur évacuation.

### CHAPITRE III. CONTRÔLES

#### **Généralités**

**Art 24.** Les opérations de contrôles sont effectuées aux frais de l'exploitant par un laboratoire agréé selon les dispositions de la loi du 28 décembre 1964 relative à la prévention de la pollution atmosphérique suivant des méthodes de référence ou toute autre méthode dont l'équivalence à une méthode de référence a été prouvée et avec des appareils de mesures conformes aux principes des meilleures techniques disponibles dans le domaine de l'instrumentation.

**Art 25.** La limite de détection, la sensibilité, la précision et la fiabilité de la méthode doivent être adaptées à la valeur limite d'émission, au niveau d'odeur ou au débit d'odeur correspondant à la substance à mesurer. La plage de mesure se situera au moins entre 0,1 fois et 2 fois la valeur, niveau ou débit fixé dans l'autorisation, sauf cas particulier.

**Art 26.** La durée d'échantillonnage de chaque mesure est fixée par la méthode de mesure. A défaut, elle doit être d'au moins une demi-heure.

**Art 27.** Le point de mesure doit être facile d'accès, conçu et choisi de telle façon qu'il soit possible d'effectuer une analyse à l'émission représentative des rejets de l'installation.

**Art 28.** Sans préjudice des régimes de contrôle, les émissions de tous les polluants et des nuisances olfactives pour lesquels des limites à l'émission sont fixées dans l'acte d'autorisation sont mesurées au moins une fois après modification de 25 % de la capacité de l'installation ou après toute modification du système d'épuration.

**Art 29.** Les mesures destinées à déterminer les émissions doivent être effectuées et les résultats doivent être exprimés de manière telle qu'ils soient représentatifs des émissions de l'installation en régime de travail habituel (hors période de démarrage ou d'arrêt).

**Art 30.** Les résultats de la surveillance des émissions sont conservés par l'exploitant pendant au moins 5 ans et doivent être disponibles sur simple demande des autorités chargées de la surveillance.

**Art 31.** Les valeurs limites d'émission sont considérées comme non respectées si les résultats des mesures réalisées, diminués de l'incertitude de la méthode de mesure, sont supérieurs aux valeurs limites d'émission. Dans les autres cas, elles sont considérées comme respectées. Lorsque l'incertitude de la méthode de mesure n'est pas connue, c'est le résultat de la



Réf. Ville de Wavre 20/03 pe2

Réf. DPA : 31404 & D3400/25112/RGPED/2020/4/FVA/sg-PE

Réf. ZSBW : WA13052PME/001 / 8SCT/180125/RP

## Permis d'environnement

mesure qui est comparé à la valeur limite d'émission.

**Art 32.** Lorsque le résultat des mesures indique un non-respect des normes de rejet, l'exploitant en informe sans délai le Fonctionnaire chargé de la surveillance, si ce dépassement est :

- inférieur à 10 % de la valeur limite à l'émission, une nouvelle mesure de ce paramètre peut être prévue dans les trois mois ;
- compris entre 10 et 100 % de la valeur limite à l'émission, une nouvelle mesure de ce paramètre doit être prévue dans les trois mois;
- supérieur à 100 % de la valeur limite à l'émission, une nouvelle mesure de ce paramètre doit être prévue dans le mois et si ce dépassement persiste, l'exploitant rédige un rapport recensant les causes des dépassements et les mesures prises pour le respect des normes imposées. Ce rapport est envoyé dans les 30 jours qui suivent la deuxième mesure au Fonctionnaire chargé de la surveillance et au Fonctionnaire technique.

### Installations contenant des CFC, HCFC, HFC ou PFC

**Art 33.** Pour les équipements contenant des HFC/PFC, les contrôles visuels et d'étanchéité sont réalisés par un technicien certifié :

- conformément aux prescriptions du Règlement (CE) No 1516/2007 de la Commission du 19 décembre 2007 définissant les exigences types applicables au contrôle d'étanchéité pour les équipements fixes de réfrigération, de climatisation et de pompes à chaleur contenant certains gaz à effet de serre fluorés ;
- en cas de présomption de fuite de réfrigérant ;
- à la demande du Fonctionnaire chargé de la surveillance.

**Art 34.** Pour les équipements contenant des HCFC/CFC, le contrôle d'étanchéité est réalisé par un technicien certifié :

- conformément aux dispositions de l'arrêté du 12 juillet 2007 du Gouvernement wallon déterminant les conditions intégrales et sectorielles relatives aux installations fixes de production de froid ou de chaleur mettant en œuvre un cycle frigorifique, en particulier le chapitre relatif au contrôle et à la surveillance ;
- conformément aux prescriptions du Règlement (CE) No 1516/2007 de la Commission du 19 décembre 2007 définissant les exigences types applicables au contrôle d'étanchéité pour les équipements fixes de réfrigération, de climatisation et de pompes à chaleur contenant certains gaz à effet de serre fluorés ;
- en cas de présomption de fuite de réfrigérant ;
- à la demande du Fonctionnaire chargé de la surveillance.

### Rejets canalisés de poussières (zone de préparation)

**Art 35.** Dans le cas où un rejet canalisé de poussières est généré à l'atmosphère, la valeur limite d'émission est contrôlée dans un délai de 6 mois après réception du présent arrêté ou démarrage des installations. Si le débit massique de poussières est inférieur à 0,1 kg/h, les contrôles ultérieurs sont effectués à toute demande du Fonctionnaire chargé de la surveillance. Si le débit massique est compris entre 0,1 kg/h et 0,5 kg/h, les contrôles ultérieurs sont effectués tous les 3 ans. Si le débit massique est supérieur ou égal à 0,5 kg/h, les contrôles ultérieurs sont effectués annuellement.



Réf. Ville de Wavre 20/03 pe2

Réf. DPA : 31404 & D3400/25112/RGPED/2020/4/FVA/sg-PE

Réf. ZSBW : WA13052PME/001 / 8SCT/180125/RP

## Permis d'environnement

### Cabine de peinture

Art 36. La valeur limite d'émission pour les émissions particulaires est contrôlée à la demande du Fonctionnaire chargé de la surveillance.

Art 37. Dans le cas où la consommation annuelle en solvant présent dans les produits est supérieure à deux tonnes, la valeur limite d'émission pour les COV de la cabine de peinture est contrôlée une fois tous les 3 ans ainsi qu'à la demande du Fonctionnaire chargé de la surveillance.

ΩΩΩΩΩΩΩΩΩΩΩΩΩΩΩΩ

Article 5. Le présent permis est accordé pour un terme expirant le **13 février 2040**.

Article 6. Le présent permis est exécutoire selon les dispositions de l'article 46 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

Article 7. Le délai de mise en œuvre du permis est fixé à deux ans à partir du jour où le présent arrêté devient exécutoire.

Article 8. Le présent permis est frappé de caducité s'il n'est pas mis en œuvre avant l'expiration du délai fixé à l'article précédent ou lorsque l'établissement autorisé n'est pas exploité durant deux années consécutives.

Article 9. L'exploitant est tenu :

- 1° de prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter, réduire ou remédier aux dangers, nuisances et inconvénients de l'établissement ;
- 2° de signaler immédiatement à l'autorité compétente tout cas d'accident ou d'incident de nature à porter préjudice aux intérêts visés à l'article 2 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;
- 3° de fournir toute l'assistance nécessaire pour permettre aux Fonctionnaires et agents compétents de mener à bien leurs actions visées à la partie VIII du volet décretaal du livre 1<sup>er</sup> du Code de l'environnement ;
- 4° de conserver, sur les lieux même de l'établissement où à tout endroit convenu avec l'autorité compétente, l'ensemble des permis ou déclarations en vigueur, toutes décisions prescrivant des conditions complémentaires d'exploitation, ainsi que le registre des modifications intervenues et la liste des incidents et accidents visés au 2° ;
- 5° de conserver également aux mêmes lieux, tous les rapports, certificats et procès verbaux émanant d'organisme de contrôle, de visiteurs ou d'experts, et ayant trait à la sécurité ou la salubrité publique ;
- 6° d'informer l'autorité compétente et le Fonctionnaire technique de toute cessation d'activité au moins 10 jours avant cette opération sauf cas de force majeure ;
- 7° de remettre le site, en fin d'exploitation, dans un état satisfaisant au regard de la protection de l'homme et de l'environnement ;
- 8° de porter à la connaissance de l'autorité compétente, du collège communal et du Fonctionnaire technique, au moins 15 jours à l'avance, la date fixée pour la mise en œuvre du permis.

Article 10. Doit être consignée par l'exploitant dans un registre, toute transformation ou extension d'un établissement de classe 1 ou de classe 2 qui ne consiste pas en :

- 1° le déplacement de l'établissement ;



Réf. Ville de Wavre 20/03 pe2

Réf. DPA : 31404 & D3400/25112/RGPED/2020/4/FVA/sg-PE

Réf. ZSBW : WA13052PME/001 / 8SCT/180125/RP

## Permis d'environnement

- 2° la transformation ou l'extension de l'établissement entraînant l'application d'une nouvelle rubrique de classement autre que de classe 3 ou étant de nature à aggraver directement ou indirectement les dangers, nuisances ou inconvénients à l'égard de l'homme ou de l'environnement, et affectant le descriptif ou les plans annexés au permis ou encore une source d'émission de gaz à effet de serre spécifiés ;

Tous les ans, à la date anniversaire du présent arrêté et pour autant que l'établissement ait subi des transformations ou extensions, l'exploitant envoie une copie de la liste des transformations ou extensions intervenues au cours de l'année écoulée au Fonctionnaire technique et au Collège communal de la commune sur le territoire de laquelle est situé l'établissement, et à l'organisme désigné si la transformation ou l'extension affecte notablement une source d'émission de gaz à effet de serre spécifiés.

**Article 11.** L'exploitant est tenu de notifier à l'autorité compétente son intention de céder l'exploitation de son établissement, en tout ou en partie, à une tierce personne. Le cessionnaire est tenu de signer conjointement la notification, en confirmant par écrit avoir pris connaissance du permis, poursuivre la même activité et accepter les conditions fixées dans le présent permis.

**Article 12.** Sans préjudice des poursuites pouvant être exercées en vertu du Code pénal, les contraventions au présent arrêté seront constatées et punies conformément à la Partie VIII - *Recherche, constatation, poursuite, répression et mesures de réparation des infractions en matière d'environnement* - des dispositions décrétales et réglementaires du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement.

En outre, le présent permis ne préjudicie pas aux droits des tiers.

**Article 13.** Un recours auprès du Ministre ayant l'Environnement dans ses attributions est ouvert à toute personne physique ou morale justifiant d'un intérêt, ainsi qu'au Fonctionnaire technique.

Sous peine d'irrecevabilité, le recours doit être adressé par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ou remis contre récépissé au Fonctionnaire technique compétent sur recours - Service public de Wallonie c/o Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement, avenue Prince de Liège, 15 à 5100 NAMUR (Jambes) - dans un délai de vingt jours :

- 1° à dater de la réception de la décision pour l'exploitant et le Fonctionnaire technique ;
- 2° à dater du premier jour de l'affichage de la décision pour les personnes non visées au 1°. Si la décision est affichée dans plusieurs communes, le délai est prolongé jusqu'au vingtième jour suivant le premier jour de l'affichage dans la commune qui y a procédé la dernière.

Le recours n'est pas suspensif de la décision attaquée, sauf s'il est introduit par le Fonctionnaire technique.

Le recours est introduit selon les dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, et, notamment, en utilisant exclusivement le formulaire repris à l'annexe XI de l'arrêté précité.

Un droit de dossier de 25,00 euros est à verser sur le compte 091-2150215-45 (IBAN : BE44 0912 1502 1545 \ BIC : GKCCBEBB) du Département des Permis et Autorisations, avenue



Réf. Ville de Wavre 20/03 pe2

Réf. DPA : 31404 & D3400/25112/RGPED/2020/4/FVA/sg-PE

Réf. ZSBW : WA13052PME/001 / 8SCT/180125/RP

## Permis d'environnement

Prince de Liège, 15 à 5100 NAMUR (Jambes).

**Article 14.** Dans les 10 jours qui suivent l'adoption de la décision cette dernière fait l'objet d'un avis - conforme aux dispositions de l'article D.29-22, § 2, alinéa 4, du livre 1<sup>er</sup> du Code de l'environnement - affiché durant vingt jours aux endroits habituels d'affichage et, de manière parfaitement visible, sur le bien concerné par le projet.

**Article 15.** La décision est notifiée :

1. En expédition conforme et par envoi recommandé :

- à l'exploitant, **M. Nico KEYAERT**, Karrenbergstraat 40 à 1560 Hoeilaart ;
- au **Fonctionnaire technique** du Service public de Wallonie - Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement - Département des Permis et Autorisations - Direction de Charleroi, Rue de l'Écluse 22 à 6000 Charleroi.

2. En copie libre et par pli ordinaire :

- à l'**AWAC - AGENCE WALLONNE DE L'AIR ET DU CLIMAT**, avenue Prince de Liège 7 à 5100 Namur (Jambes) ;
- au **SPW TLPE - DIRECTION DU BRABANT WALLON**, Rue de Nivelles 88 à 1300 Wavre ;
- à la **SPW ARNE - DPC - DIRECTION EXTÉRIEURE DE CHARLEROI**, Rue de l'Écluse 22 à 6000 Charleroi ;
- à la **Zone de secours du Brabant wallon**, Parc des Collines- Bâtiment Archimède, Place du Brabant wallon 1 à 1300 Wavre.

**Article 16.** La présente décision est enregistrée sous le numéro **31404** auprès de la Direction de Charleroi du Département des Permis et Autorisations.

Ainsi délibéré à Wavre, le **08 mai 2020**

Par le Collège,

La Directrice générale,  
Christine GODECHOUL

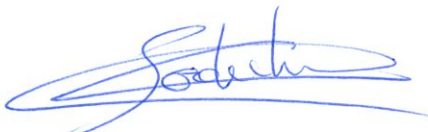
La Bourgmestre,  
Françoise PIGEOLET

Pour expédition conforme :

Wavre, le **12 MAI 2020**

Par ordonnance.

La Directrice générale,



Christine GODECHOUL



La Bourgmestre,  
Françoise PIGEOLET



